

RAPPORT FINANCIER 2006

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 97007

Code :
01

Nom officiel : Sept-Îles

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
MEMBRES DU CONSEIL ET FONCTIONNAIRES	4
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers	6.1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
Activités financières	9
Activités d'investissement	10
Coût des services municipaux	11
Surplus (déficit) accumulé	12
Réserves financières et fonds réservés	13
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
Évolution de la situation financière	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Tableaux complémentaires	
Tableau 1 - Dépenses par objets	17
Tableau 2 - Dette à long terme	18
Tableau 3 - Financement des projets en cours	20
Tableau 4 - Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	20
Tableau 5 - Endettement total net à long terme	21
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyses des revenus	
Taxes	23
Paiements tenant lieu de taxes	24
Autres revenus de sources locales	25
Transferts	27
Analyse des dépenses de fonctionnement	29
Analyse du coût des services municipaux	31
Analyse de la répartition des dépenses des organismes municipaux	33
Analyse des activités financières du réseau d'électricité	34
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	35
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	35

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Analyse de la rémunération	37
Analyse des taxes à recevoir	37
Évaluation - Autres données	38
Taux des taxes	39
Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation	41
Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (s'il y a lieu)	41.1
Conciliation du total des taxes	42
Taux global de taxation	43
Fonds de roulement - Capital autorisé	45
Analyse du service de la dette	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	50
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	51
Questionnaire	52
Autres données	53
Certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier sur les renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2008	54
Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier de la transmission électronique	55
Étalement de la variation de valeur des unités admissibles	56

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Ghislain Lévesque, ing.

CONSEILLERS

Mme Lorraine Dubuc-Johnson
M. Gaby Gauthier
Mme Guylaine Lejeune
M. Serge Lévesque
M. Jean Masse

M. Gervais Gagné
M. Alain Lapierre
M. Martial Lévesque
M. Claude Lessard
M. Denis Miousse

ÉLECTION :

Conseil élu le 5 novembre 2006

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Me Claude Bureau

GREFFIER Me Valérie Haince

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER M. Serge Gagné, CA

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, M. Serge Gagné, CA, atteste que le rapport financier de

Sept-Îles pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2006,
(Nom de l'organisme)

a été préparé conformément à la loi qui régit cet organisme.

Date 2007-06-15 Signature _____

Téléphone (418) 964-3215 Télécopieur (418) 964-3257
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié, soit au 31 décembre 2006, soit pour l'exercice terminé à cette date, les états financiers suivants de la Ville de Sept-Îles :

- le bilan;
- l'état des activités financières;
- l'état des activités d'investissement;
- l'état du coût des services municipaux;
- l'état du surplus accumulé;
- l'état des réserves financières et des fonds réservés;
- l'état de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme;
- l'état de l'évolution de la situation financière.

La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

Les prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 2006 ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques, conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ces prévisions.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Mallette, s.e.n.c.r.l.

LIEU Sept-Îles

DATE 2007-06-15

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

NOM DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL _____

LIEU _____ DATE _____

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

ÉTATS FINANCIERS

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2006

		2006	2005
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	7 791 879	5 532 773
Placements temporaires	2		
Encaisse et placements affectés (note 4)	3		
Débiteurs (note 5)	4	5 345 526	9 640 021
Stocks (note 6)	5	1 095 597	906 759
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	872 876	916 326
Autres actifs (note 7)	7	1 937 732	6 027 291
	8	17 043 610	23 023 170
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9	913 229	913 229
Créances à long terme (note 9)	10	8 377 709	9 200 819
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	171 396 013	168 595 442
	13	197 730 561	201 732 660
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15	3 595 000	7 643 949
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	5 323 882	6 562 925
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	246 892	275 142
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	5 088 306	4 704 275
	20	14 254 080	19 186 291
Subventions reportées (note 11)	21	68 455 936	70 776 639
Dette à long terme (note 15)	22	47 153 400	43 017 555
	23	129 863 416	132 980 485
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	7 895 731	6 223 221
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25	(538 589)	(624 027)
Réserves financières et fonds réservés	26	226 372	2 608 899
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	60 283 631	60 544 082
	28	67 867 145	68 752 175
	29	197 730 561	201 732 660
Engagements contractuels (note 21)			
Éventualités (note 23)			

ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

		2006		2005
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Taxes	1	34 951 200	35 970 671	34 192 578
Paiements tenant lieu de taxes	2	2 595 900	2 769 448	2 599 675
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres revenus de sources locales	5	3 159 490	3 875 979	7 805 296
Transferts	6	2 642 410	2 728 265	2 348 420
	7	43 349 000	45 344 363	46 945 969
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	8(1 187 000)	(500 228)	(613 741)
	9	42 162 000	44 844 135	46 332 228
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	10	4 977 240	5 016 132	5 123 636
Sécurité publique	11	5 909 630	5 929 660	6 017 680
Transport	12	6 107 780	6 029 619	6 019 090
Hygiène du milieu	13	6 552 160	6 865 107	6 503 222
Santé et bien-être	14	233 400	270 340	457 141
Aménagement, urbanisme et développement	15	1 709 320	1 796 487	1 867 184
Loisirs et culture	16	7 407 990	7 635 277	7 493 481
Réseau d'électricité	17			
Frais de financement	18	2 703 350	2 472 811	2 437 148
	19	35 600 870	36 015 433	35 918 582
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme				
Remboursement de capital	20	4 671 650	4 703 124	4 395 265
Virement du Fonds d'amortissement	21() () () (
Virement au Fonds d'amortissement	22			
	23	4 671 650	4 703 124	4 395 265
Autres transferts aux activités d'investissement	24	1 459 480	2 254 616	2 039 545
	25	6 131 130	6 957 740	6 434 810
	26	41 732 000	42 973 173	42 353 392
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations				
	27	430 000	1 870 962	3 978 836
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	28			
Surplus accumulé affecté	29		34 998	19 070
Réserves financières et fonds réservés				
Virement de	30		64 200	248 955
Virement à	31(430 000)	(457 382)	(4 023 976)
	32	(430 000)	(358 184)	(3 755 951)
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières				
	33		1 512 778	222 885
Financement à long terme des activités financières (note 17)	34		1 194 288	1 875 806
Surplus (déficit) de l'exercice				
	35		2 707 066	2 098 691

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006		2005
		Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement				
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant				
Des contribuables ou des municipalités membres				
Taxes générales spéciales	1			
Taxes de secteur spéciales	2			
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres	5			
De tiers				
Contributions des promoteurs	6			591 161
Transferts conditionnels	7	567 000	500 228	22 580
Autres	8	620 000		
	9	1 187 000	500 228	613 741
Autres transferts des activités financières	10	1 459 480	2 254 616	2 039 545
Autres sources				
Surplus accumulé non affecté	11		475 000	
Surplus accumulé affecté	12	703 520	424 558	948 665
Réserves financières et fonds réservés	13	400 000	1 041 071	2 839 861
Emprunts à long terme à la charge				
Des contribuables ou des municipalités membres	14	4 400 000	3 838 000	1 909 852
De tiers	15			
	16	8 150 000	8 533 473	8 351 664
Dépenses d'investissement				
Administration générale	17	550 000	1 008 241	547 423
Sécurité publique	18		923 895	101 131
Transport	19	1 867 000	3 563 301	2 748 099
Hygiène du milieu	20	3 353 000	1 116 816	1 409 970
Santé et bien-être	21			
Aménagement, urbanisme et développement	22		238 551	196 066
Loisirs et culture	23	2 380 000	3 517 307	1 281 992
Réseau d'électricité	24			
	25	8 150 000	10 368 111	6 284 681
Surplus (déficit) de l'exercice	26		(1 834 638)	2 066 983

**COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises) -	Services rendus	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux			
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises) -								
Administration générale	1	5 016 132	11	69 232	20	237 459	29	11 718	38	47	121 138	56	65	5 189 967	
Sécurité publique	2	5 929 660	12	150 243	21	171 877	30	2 575	39	48	462 446	57	66	5 786 759	
Transport	3	6 029 619	13	758 225	22	2 814 482	31	770 198	40	144 494	49	245 137	58	67	8 442 497
Hygiène du milieu	4	6 865 107	14	809 120	23	2 684 280	32	1 366 135	41	188 966	50	212 278	59	68	8 591 128
Santé et bien-être	5	270 340	15		24		33		42	3 122	51		60	69	267 218
Aménagement, urbanisme et développement	6	1 796 487	16	58 343	25	64 291	34	55	43	5 675	52	11 377	61	70	1 902 014
Loisirs et culture	7	7 635 277	17	627 648	26	1 421 537	35	585 251	44	356 397	53	366 366	62	71	8 376 448
Réseau d'électricité	8		18		27		36		45		54		63	72	
Frais de financement	9	2 472 811	19	(2 472 811)											
	10	36 015 433			28	7 393 926	37	2 735 932	46	698 654	55	1 418 742	64	73	38 556 031

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	Virement de		Virement à		Solde
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				1	3 425 685
Redressement aux exercices antérieurs				2	
Solde redressé				3	3 425 685
Affectation - activités financières				4	
Affectation - activités d'investissement			475 000	5	(475 000)
Affectation - surplus accumulé affecté	8		900 000	6	(900 000)
Affectation - réserves financières	11			7	
Affectation - fonds réservés	14		100 000	8	(100 000)
Surplus (déficit) de l'exercice	17	2 707 066		9	2 707 066
Autres (préciser)				10	
- Engagements 31-12-2005 / 2006	19	110 865	143 125	11	(32 260)
-	22			12	
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE	25	2 817 931	1 618 125	13	4 625 491
AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				14	2 797 536
Redressement aux exercices antérieurs				15	
Solde redressé				16	2 797 536
Affectation - activités financières	31		34 998	17	(34 998)
Affectation - activités d'investissement			424 558	18	(424 558)
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	900 000		19	900 000
Affectation - réserves financières	39			20	
Affectation - fonds réservés	42			21	
Autres (préciser)				22	
- Engagements 31-12-2006 / 2005	45	143 125	110 865	23	32 260
-	48			24	
AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE (note 16)	51	1 043 125	570 421	25	3 270 240
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE	54	3 861 056	2 188 546	26	7 895 731

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre						
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à							
RÉSERVES FINANCIÈRES													
-	1	2	3	4	5	6	7						
-	8	9	10	11	12	13	14						
-	15	16	17	18	19	20	21						
-	22	23	24	25	26	27	28						
	29	30	31	32	33	34	35						
FONDS RÉSERVÉS													
Fonds de roulement (note 20)	36	1 036 020	37	38	438 195	39	40	100 000	41	922 700	42	651 515	
Fonds parcs et terrains de jeu	43	21 163	44	45	3 359	46	47		48		49	24 522	
Société québécoise d'assainissement des eaux	50	8 104	51	52	11 760	53	54		55		56	19 864	
Financement des projets en cours (tableau 3)	57	290 019	58	59		60	61	(1 834 638)	62		63	(1 544 619)	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (tableau 4)	64	45 552	65	66		67	68		69		70	45 552	
Fonds d'amortissement Financement des activités financières	71		72	73		74					75		
Autres (préciser)	76		77	78		79					80		
- SHQ-Règlement #1151	81	4 487	82	83		84			85		86	87	4 487
- SHQ-Règlement #2003-13	88	12 200	89	90		91			92		93	94	12 200
- SHQ-Règlement #2005-58	95	128 807	96	97		98	64 200	99		100	101	102	64 607
- Repr. municipal - PAFREM	102	49 371	103	104		105		106		107	108	109	49 371
- Renouv. équip - PADEM	109	28 482	110	111	4 068	112		113		114	115	116	32 550
- Fonds d'invest. - PMVI	116	984 694	117	118		119		120		121	118 371	122	866 323
	123	2 608 899	124	125	457 382	126	64 200	127	(1 734 638)	128	1 041 071	129	226 372
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	130	2 608 899	131	132	457 382	133	64 200	134	(1 734 638)	135	1 041 071	136	226 372

**INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
Solde au 1^{er} janvier	1	60 544 082	62 006 791
Redressement aux exercices antérieurs	2	(2)	
Solde redressé	3	60 544 080	62 006 791
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	10 194 497	6 268 675
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		16 006
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	2 735 932	2 705 127
Remboursement du capital de la dette à long terme	9	4 703 124	4 395 265
Autres (préciser)			
-	10		
-	11		
	12	17 633 553	13 385 073
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	7 393 926	7 219 316
Réduction de créances à long terme	17	861 847	922 764
Subventions reportées	18	415 229	2 932 802
Émission de dettes à long terme			
Activités d'investissement	19	3 838 000	1 909 852
Activités financières	20	5 385 000	1 863 048
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	17 894 002	14 847 782
Solde au 31 décembre	24	60 283 631	60 544 082

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
Activités de fonctionnement			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	2 707 066	2 098 691
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	358 184	3 755 951
Autres (préciser)			
- Montant à pourvoir futur	3	85 438	106 241
- Redres Invest net élément L/T	4	(2)	
	5	3 150 686	5 960 883
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	6	500 228	613 741
Autres transferts aux activités d'investissement	7	2 254 616	2 039 545
Remboursement du capital de la dette à long terme	8	4 703 124	4 395 265
Cessions d'immobilisations	9		
Autres (préciser)			
- Recouvrement - autres créances	10		5 317
- Redres. projet «lit filtrant»	11		(10 800)
	12	10 608 654	13 003 951
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	13	4 294 495	(3 989 927)
Stocks	14	(188 838)	(58 060)
Autres actifs	15	4 089 559	(3 188 315)
Créditeurs et frais courus	16	(1 239 043)	1 644 778
Provision pour contestations d'évaluation	17		(8 254)
Revenus reportés	18	(28 250)	(13 619)
	19	17 536 577	7 390 554
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	20	(10 194 497)	(6 268 675)
Acquisitions de placements à long terme	21		
Cessions d'immobilisations	22		
Autres (préciser)			
- Investissement non capitalisé	23	(173 614)	
- Immeubles - réserve foncière	24		(16 006)
	25	(10 368 111)	(6 284 681)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	26	9 223 000	3 772 900
Remboursement du capital de la dette à long terme	27	(4 703 124)	(4 395 265)
Montants à recouvrer de tiers	28		
Autres (préciser)			
- Émission autres créances LT	29	4 713	(118 933)
- Act. fin. financées à LT	30	(5 385 000)	(1 863 048)
	31	(860 411)	(2 604 346)
Augmentation (diminution) des liquidités	32	6 308 055	(1 498 473)
Situation des liquidités au début	33	(2 111 176)	(612 703)
Situation des liquidités à la fin	34	4 196 879	(2 111 176)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et des placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

2. Énoncé des principales pratiques et conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les données financières sont présentées sur une base cumulative, à l'intérieur d'une seule série d'états financiers, de façon à représenter globalement l'ensemble des activités et des transactions de la Ville de Sept-Îles.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon. De plus, les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur une base brute.

C) Stocks

Les stocks de fournitures et de matériels sont évalués selon le moindre du coût ou de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Toutefois, les items en consignation sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût sauf pour les immobilisations reçues à titre gratuit qui sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de prise de possession.

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagement des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

E) Autres éléments

(préciser)

Subventions reportées

Les apports reçus à titre de subventions relativement aux immobilisations sont comptabilisés à titre de subventions reportées. Annuellement, l'amortissement des subventions reportées est porté à l'état du coût des services municipaux et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la même durée de vie utile que les immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Présentation des états financiers

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

Prévisions budgétaires

Les prévisions budgétaires présentées sous les colonnes «budget» du rapport financier ont été adoptées par le Conseil municipal de la Ville lors de la séance du 13 décembre 2005 et transmises au ministère des Affaires municipales et des Régions.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du Conseil municipal au cours de l'exercice 2006 mais ne sont pas reflétées dans la colonne budget.

3. Modification de convention comptable

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10		

Note**5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	3 439 042	4 089 305
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	(7 184)	17 407
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	826 863	336 611
Organismes municipaux	16	41 245	399 257
Autres (préciser)			
- Revenus de sources locales	17	623 415	4 468 774
- Remboursement - TPS & TVQ	18	422 145	328 667
	19	5 345 526	9 640 021

Une provision pour créances douteuses
a été déduite des débiteurs

	20	309 128	302 980
--	----	---------	---------

Note**6. Stocks (préciser)**

- Pièces et accessoires	21	762 163	696 012
- Abrasifs	22	275 261	133 527
- Produits chimiques	23	58 173	74 904
- En consignation et autres	24		2 316
	25	1 095 597	906 759

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	159 572	108 079
Dépenses reportées (préciser)			
- Service dette-taxé de secteur	27	1 292	(7 452)
- Rôle d'évaluation	28	531 934	518 851
- Dépenses d'élection	29	118 182	34 099
-	30		
Autres (préciser)			
- Financement en cours	31	1 126 752	5 317 464
- Refinancement en cours	32		56 250
	33	1 937 732	6 027 291

Note

8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34	270 941	270 941
Immeubles industriels municipaux	35	642 288	642 288
Travaux en cours	36		
Autres	37		
	38	913 229	913 229

Note

9. Créances à long terme			
Prêts à un office d'habitation	39	197 847	197 847
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42	578 554	583 267
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	8 474 184	9 336 031
	44	9 250 585	10 117 145
Tranche exigible des créances à long terme	45	(872 876)	(916 326)
	46	8 377 709	9 200 819

Note**Prêts à l'Office Municipal d'Habitation**

La Ville de Sept-Îles a consenti un prêt totalisant 197 847 \$, sans intérêt, à l'Office municipal d'habitation de Sept-Îles inc. Ce prêt est remboursable en partie en 2022 (24 442 \$), en 2023 (81 563 \$) et la balance en 2024 (91 842 \$).

Autres créances - Société d'Habitation du Québec

Dans le cadre de son «Programme Rénovation-Québec» avec la Société d'Habitation du Québec, la Ville de Sept-Îles finance, sur une période pouvant atteindre quinze (15) ans, la partie de l'aide financière assumée par la SHQ.

Annuellement, la Société d'habitation du Québec, remboursera le 1/15 du capital ainsi emprunté portant intérêts aux taux des bons du Trésor du Gouvernement du Québec, majorés de 0,5 pour cent (%). Au 31 décembre 2006, le solde est de 436 548 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

2006**2005****Programme de renouveau urbain et villageois**

Dans le cadre de ce programme (bâtiment du Vieux-Quai), la Ville de Sept-Îles est admissible à une aide financière de 130 594 \$, payable sur dix ans, en dix (10) versements de capital majorés des intérêts calculés à un taux de 4,261 %. En date du 31 décembre 2006, le solde de la créance est de 109 338 \$.

Autres créances - Asphaltage à Moisie

Dans le cadre des travaux d'infrastructures d'aqueduc du secteur Lévesque (Moisie, règlement # 73-99), la Ville est admissible à une aide financière de 58 000 \$, remboursable par le Gouvernement du Québec dans le cadre de son Programme TICQ, en dix (10) versements annuels portant intérêts. En date du 31 décembre 2006, le solde de la créance est de 32 668 \$.

10. Placements à long terme

Participation dans une société d'économie mixte	47
Autres participations	48
	49
Placements affectés	50
Autres placements	51
	52
	53

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

11. Immobilisations

Catégories	2006			2005		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Infrastructures						
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	54 94 827 080	68 45 765 530	80 49 061 550	94 92 636 268	108 43 381 240	120 49 255 028
Autres	55 129 704 506	69 46 687 335	81 83 017 171	95 127 589 723	109 43 394 743	121 84 194 980
Réseau d'électricité	56	70	82	96	110	122
Bâtiments	57 38 384 080	71 14 537 963	83 23 846 117	97 36 894 394	111 13 633 587	123 23 260 807
Améliorations locatives	58	72	84	98	112	124
Véhicules	59 5 046 183	73 2 198 684	85 2 847 499	99 4 135 000	113 1 959 713	125 2 175 287
Ameublement et équipement de bureau	60 3 135 414	74 2 135 335	86 1 000 079	100 2 887 406	114 1 796 980	126 1 090 426
Machinerie, outillage et équipement divers	61 5 153 205	75 2 873 355	87 2 279 850	101 4 563 891	115 2 638 013	127 1 925 878
Terrains	62 1 920 867		88 1 920 867	102 1 920 865		128 1 920 865
Autres	63	76	89	103	116	129
	64 278 171 335	77 114 198 202	90 163 973 133	104 270 627 547	117 106 804 276	130 163 823 271
Immobilisations en cours	65 7 422 880		91 7 422 880	105 4 772 171		131 4 772 171
	66 285 594 215	78 114 198 202	92 171 396 013	106 275 399 718	118 106 804 276	132 168 595 442
Subventions reportées	67 100 483 388	79 32 027 452	93 68 455 936	107 100 068 160	119 29 291 521	133 70 776 639

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
12. Crédoiteurs et frais courus			
Fournisseurs	134	2 358 931	3 381 386
Salaires et déductions à la source à payer	135	2 179 200	2 445 672
Dépôts et retenues de garantie	136	195 608	243 717
Gouvernement du Canada et ses entreprises	137		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	138		
Société québécoise d'assainissement des eaux	139		
Organismes municipaux	140		
Commissions scolaires	141		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	142	590 143	492 150
Autres courus et passifs (préciser)			
-	143		
-	144		
-	145		
-	146		
	147	5 323 882	6 562 925

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	148	52 474	69 026
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres actifs	150		
Autres (préciser)			
- Transferts conditionnels	151	92 885	106 600
- Loyers, mutations, RREM	152	101 533	99 516
	153	246 892	275 142

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
Monnaie canadienne	154	51 847 719	47 159 646
Monnaies étrangères	155		
Taux d'intérêt variant de	à		
Échéant de	à		
%,			
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	156	261 987	307 934
Organismes municipaux	157		
Autres	158	132 000	198 000
Dettes en cours de refinancement	159		56 250
	160	52 241 706	47 721 830
Versements exigibles à court terme	161	(5 088 306)	(4 704 275)
	162	47 153 400	43 017 555
La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :			
Sommes accumulées			
Revenus reportés	163		
Surplus accumulés affectés	164		
Fonds réservés (préciser)			
-	165		
-	166		
-	167		
	168		
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	169	8 474 184	9 336 031
Organismes municipaux	170		
Autres tiers	171		
Montant à la charge			
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	172	27 874 430	30 792 099
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	173	15 893 092	7 593 700
De la municipalité	174		
	175	52 241 706	47 721 830

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total
2007	176	5 007 806	181	80 500	186	5 088 306
2008	177	5 228 561	182	80 500	187	5 309 061
2009	178	4 896 749	183	14 500	188	4 911 249
2010	179	4 706 999	184	14 500	189	4 721 499
2011	180	4 325 999	185	14 500	190	4 340 499

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006	2005
16. Surplus accumulé affecté			
- Ancienne Ville de Sept-Îles	191		1 309 549
- Ancienne Ville de Gallix	192	125 257	137 884
- Ancienne Ville de Moisie	193	162 309	159 121
- Engagements	194	143 125	110 865
- Développement domiciliaire	195		215 119
- Entretien des chemins - Gallix	196	30 000	30 000
- Réfection de l'Hôtel de Ville	197	1 309 549	
- Infrastructures municipales	198	1 000 000	500 000
- Scrutin référendaire - Gallix	199		34 998
- Réserve auto-assurances	200	500 000	300 000
	201	3 270 240	2 797 536

Note

Surplus accumulé affecté

Conformément au décret de regroupement numéro 106-2003, le solde du surplus accumulé en date du 31 décembre 2003, au nom de chacune des municipalités visées par le regroupement, est affecté au bénéfice des contribuables de la partie du territoire de la Ville qui correspond au territoire de chacune de ces municipalités.

17. Financement à long terme des activités financières**Cotisations d'équilibre à la caisse de retraite :**

Cotisations d'équilibre 2003, 2004 et 2005	67 536 \$
Cotisations d'équilibre 2006	1 126 752 \$

Total du financement à long terme des activités financières	1 194 288 \$
--	---------------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

18. Montants à pourvoir dans le futur

Les mesures transitoires relatives aux normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous.

Revenus : (préciser la méthode)

Les revenus constatés dans l'établissement des mesures transitoires ont été répartis de façon linéaire sur une période de cinq (5) ans.

Dépenses : (préciser la méthode)

Les salaires et avantages sociaux accumulés avant le 1^{er} janvier 2000 et découlant des mesures transitoires, sont imputés à la dépense sur une période maximale de vingt (20) ans.

Les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1^{er} janvier 2001 sont amortis selon l'échéancier de la dette. L'amortissement n'a aucun impact sur les résultats de l'exercice puisque ce sont les postes «Intérêts courus à payer» et «Montant à pourvoir dans le futur» qui sont ajustés.

Les ajustements résultant des normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006.

	Solde au 1^{er} janvier 2006	Activités financières	Solde au 31 décembre 2006
Revenus			
-	202	211	219
-	203	212	220
-	204	213	221
	205	214	222
Déduire			
Dépenses			
Salaires et avantages sociaux	206	417 895 215	86 117 223 331 778
Autres	207	216	224
	208	417 895 217	86 117 225 331 778
	209	(417 895) 218	(86 117) 226 (331 778)
Intérêts - dette à long terme	210	206 132	227 206 811
			228 (538 589)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

19. Régimes de retraite**A) RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes	229	<u>1</u>
Nombre d'employés actifs	230	<u>188</u>

Description des régimes

La Ville de Sept-Îles offre à l'ensemble de ses salariés un régime de retraite contributif à prestations déterminées.

Description générale

Les prestations au titre des services sont calculées à partir du nombre de crédits de rentes accumulés du participant multipliées par la moyenne des trois meilleures années consécutives de salaire.

Les prestations sont indexées le 1er janvier de chaque année en fonction du rendement obtenu par la caisse de retraite et de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

Le participant embauché après le 1er mai 1975 accumule 2 % de crédit de rente par année, tandis que le participant en service le 1er mai 1975 accumule 1 % plus 16 2/3 % de son taux de cotisation de crédit de rente par année.

Les participants embauchés après le 1er mai 1975 financent une partie du coût du régime, soit 6 % de leur salaire. En ce qui concerne les participants en service le 1er mai 1975, ceux-ci peuvent contribuer de 2 % à 6 % de leur salaire. La balance du coût est assumée par la Ville, soit 9,64 %.

La rente est payable sans réduction du montant à compter de 57 ans pour le service acquis au 31 décembre 2000 et 60 ans pour le service acquis à compter de l'année 2001.

Méthodes utilisées

La dépense annuelle inscrite aux états financiers de la Ville représente la somme des cotisations qu'elle verse au régime pour les services courants ainsi que les cotisations d'équilibre de l'année pour le financement du régime.

La plus récente évaluation actuarielle du régime a été effectuée en date du 31 décembre 2005 afin de satisfaire aux exigences de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec.

À cette date, le présent régime présentait la situation suivante :

	Approche de la continuité	Approche de la solvabilité
* Valeur de l'actif	66 841 000 \$	66 766 000 \$
* Provision actuarielle	63 385 300 \$	71 498 600 \$
* Surplus (Déficit) actuariel	3 455 700 \$	(4 732 600 \$)
* Ratio de capitalisation	105 %	
* Degré de solvabilité		93 %

En 2006, la Ville de Sept-Îles s'est prévaluée des mesures temporaires visant à alléger le financement en vertu de la Loi concernant le financement de certains régimes de retraite. Ces mesures ont permis la consolidation des déficits de solvabilité en plus de permettre l'amortissement de ceux-ci sur une période de dix (10) ans plutôt que sur une période de cinq (5) ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Les cotisations d'équilibre de 2006, versées par la municipalité, s'élèvent à 1 068 000\$. La municipalité a financé celles-ci par règlement d'emprunt.

Il est à noter qu'à la suite du pacte fiscal conclu entre le gouvernement et les municipalités, ces dernières seront dispensées, à compter de 2007, de payer les cotisations requises pour amortir un déficit de solvabilité.

Résultats et hypothèses de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation

Année(s) de la dernière évaluation	231	<u>2 005</u>	232	233		
Valeur actuarielle des actifs				234	<u>66 841 000 \$</u>	
Méthode d'évaluation des actifs						
²³⁵ - Valeur marchande						
Test de solvabilité			236	93 %	237	%
Valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées				238	<u>66 385 300 \$</u>	
Méthode de calcul des obligations						
²³⁹ - Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futur						
Taux d'actualisation			240	6,5 %	241	%
Taux de rendement prévu à long terme			242	6,5 %	243	%
Taux de croissance des salaires			244	4,5 %	245	%
Taux d'inflation			246	3,5 %	247	%

État de la situation de capitalisation au 31 décembre 2006

Valeur projetée des actifs			248	<u>73 134 000 \$</u>
Valeur projetée des obligations au titre des prestations constituées			249	<u>65 356 700 \$</u>
Valeur marchande de la caisse de retraite			250	<u>73 134 000 \$</u>

Cotisations et taux de cotisation applicables

Cotisations des employés	251	<u>562 000 \$</u>	252	5,97 %	253	%
Cotisations de l'employeur - services courants	254	<u>914 000 \$</u>	255	9,64 %	256	%
Cotisations de l'employeur - services passés	257	\$				
Cotisations de l'employeur - déficit actuariel	258	<u>631 300 \$</u>				
Cotisations de l'employeur - déficit de solvabilité	259	<u>436 700 \$</u>				

B) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATION DÉTERMINÉE

Nombre de régimes			260	
Nombre d'employés actifs			261	

Description des régimes

S/O

Cotisations et taux de cotisation applicables

Cotisations des employés	262	\$	263	%	264	%
Cotisations de l'employeur - services courants	265	\$	266	%	267	%
Cotisations de l'employeur - services passés	268	\$				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

19. Régimes de retraite (suite)**C) RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au régime

269 oui270 non

Nombre d'élus participants (RREM)

271 11**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités, alors que dans le cas du RPSEM seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux règles et aux taux fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes selon la comptabilité de caisse comme s'ils étaient des régimes à cotisation déterminée. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions versables, par elle pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Cotisations et contributions

Cotisations des élus (RREM)	272	<u>9 705 \$</u>
Contributions de l'employeur (RREM)	273	<u>32 706 \$</u>
Contributions de l'employeur (participation au RPSEM)	274	<u>7 293 \$</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes 275 _____

Nombre d'employés actifs 276 _____

Description des régimes

S/O

Cotisations et taux de cotisation applicables s'il y a lieu

Cotisations des employés	277	\$	278	%	279	%
Cotisations de l'employeur	280	\$	281	%	282	%

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

20. Fonds de roulement

En vertu de l'article 569 de la «Loi sur les cités et villes», le conseil municipal a constitué un «fonds de roulement». Le 12 juin 2006, le conseil municipal a adopté le règlement # 2006-85 visant l'augmentation du fonds de roulement pour un montant additionnel de 100 000 \$, amenant ainsi son capital autorisé à 2 600 000 \$.

Le conseil peut, par résolution, emprunter à ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour des dépenses en immobilisations. En date du 31 décembre 2006, le capital engagé est de 1 948 485 \$. Le terme de remboursement de ces emprunts ne peut excéder cinq (5) ans. Annuellement, le conseil doit prévoir, à même ses prévisions budgétaires, une somme suffisante au remboursement du fonds de roulement. Les remboursements au fonds de roulement prévus pour les prochains exercices sont les suivants :

2007	577 135 \$
2008	502 855 \$
2009	395 255 \$
2010	288 700 \$
2011	184 540 \$

21. Engagements contractuels

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc., qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté, pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap et depuis juillet 2005, d'un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2011. Les versements futurs s'élèvent à environ 7 970 584 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)

La municipalité s'est engagée par contrats sur des durées de cinquante-cinq (55) mois et de quarante-quatre (44) mois, qui se termineront tout deux, le 31 août 2007, en relation avec la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer suivant ces contrats se chiffre à 5 752 652 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2006 est de 923 882 \$ et les paiements minimums exigibles se termine en août 2007.

b) Services professionnels en évaluation foncière

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er septembre 2002 au 31 août 2008 pour l'évaluation foncière. Le montant à payer suivant ce contrat se chiffre à 2 573 729 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2006 est de 512 331 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en août 2008 sont les suivants :

2007	276 028 \$
2008	236 303 \$

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

novembre 2005 au 31 octobre 2010 pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer suivant ce contrat se chiffre à 4 918 107 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2006 est de 3 694 730 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2010 sont les suivants :

2007	963 843 \$
2008	963 843 \$
2009	963 843 \$
2010	803 201 \$

d) Entretien du dépôt à neige

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de cinq (5) ans, soit du 15 novembre 2002 au 15 avril 2007 pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer suivant ce contrat se chiffre à environ 400 000 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2006 est de 56 000 \$ et les paiements minimums exigibles se terminent en avril 2007.

e) Entretien des chemins en hiver

La municipalité s'est engagée par contrats relativement à l'entretien des chemins en hiver. Le montant à payer suivant ces contrats se chiffre à environ 918 670 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2006 est de 600 738 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2010 sont les suivants :

2007	241 429 \$
2008	193 896 \$
2009	141 580 \$
2010	23 833 \$

f) Entretien des bâtiments municipaux

La municipalité s'est engagée par contrats pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation. Le montant à payer suivant ces contrats se chiffre à environ 1 337 998 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2006 est de 719 148 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2011 sont les suivants :

2007	359 518 \$
2008	161 110 \$
2009	102 133 \$
2010	88 964 \$
2011	7 423 \$

g) Traitement des matières récupérées

La municipalité s'est engagée par contrat pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer suivant ce contrat se chiffre à environ 1 134 892 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2006 est de 198 156 \$ et les paiements minimums exigibles se terminent en août 2007.

h) Autres contrats

Pour terminer, la municipalité s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2006, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, le service centralisé d'appels d'urgence 9-1-1, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

nomination d'un procureur et autres engagements. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2006 est de 1 265 599 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2010 sont les suivants :

2007	717 716 \$
2008	405 817 \$
2009	120 266 \$
2010	21 800 \$

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret 1173-2002, du 2 octobre 2002 concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engage à verser au patrimoine fiduciaire, un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée de cette fiducie est de 23 ans, soit jusqu'en date du 1er septembre 2027 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée est atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versé au patrimoine fiduciaire, des contributions dont la valeur totale devra être équivalente à la valeur que représente la somme de 2 751 118 \$ actualisée par indexation au 1er janvier de chacune des années, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada, tels que compilés par Statistique Canada.

La contribution à verser au 31 décembre 2006, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2006 s'élève à 51 094 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2006 s'élève à 195 830 \$.

22. Informations concernant les organismes périmunicipaux et supramunicipaux

Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

En plus de l'administration de la M.R.C., la municipalité, conjointement avec les autres municipalités membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et soutenir financièrement le centre local de développement agréé. Pour 2006, une quote-part pour le dossier du problème d'érosion des berges s'est ajoutée de même qu'une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles. La participation de la municipalité pour l'exercice totalise 305 211 \$ et se détaille de la façon suivante :

* Administration	134 171 \$
* Contribution au CLD	143 738 \$
* Archives	17 951 \$
* Érosion des Berges	1 822 \$
* Projet Écopatrouille	7 529 \$

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne celle-ci selon les barèmes du ministère des Transports. En 2006, la Ville a versé une contribution de 166 000 \$, incluant une contribution de 96 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

transport sur son territoire.

Au 31 décembre 2006, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	342 305 \$
* Passifs	53 944 \$
* Actifs nets	288 361 \$
* Revenus	646 951 \$
* Dépenses	595 548 \$
* Surplus 2006	51 403 \$

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2006, la Ville a versé une contribution de 359 000, incluant un montant de 3 000 \$ pour le projet de Développement de croisières sur le Saint-Laurent.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2006, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	35 463 \$
* Passifs	15 507 \$
* Actifs nets	19 956 \$
* Revenus	394 294 \$
* Dépenses	420 666 \$
* Déficit 2006	(26 372 \$)

Corporation de Promotion Industrielle et Commerciale de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Promotion Industrielle et Commerciale de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2006, la Ville a versé une contribution de 350 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2006, les états financiers de la Corporation de Promotion Industrielle et Commerciale de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	245 608 \$
* Passifs	11 783 \$
* Actifs nets	233 825 \$
* Revenus	423 604 \$
* Dépenses	436 637 \$
* Déficit 2006	(13 033 \$)

Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2006, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 87 000 \$ de même qu'un montant de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

12 648 \$ pour la collecte des déchets domestiques dangereux.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir la protection de l'environnement dans la communauté.

Au 31 décembre 2006, les états financiers de la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	72 241 \$
* Passifs	16 192 \$
* Actifs nets	56 049 \$
* Revenus	146 784 \$
* Dépenses	150 245 \$
* Déficit 2006	(3 461 \$)

23. Éventualités**a) Cautionnement et garantie****STATION DE SKI DE GALLIX :**

Le 13 décembre 2004, le conseil municipal adoptait une résolution afin que des démarches soient entreprises pour effacer le déficit accumulé de la Station de ski de Gallix au 30 juin 2004. L'une de ces démarches, mis à part l'octroi en 2004 de contributions additionnelles des villes de Sept-Îles et de Port-Cartier, était l'obtention de financement additionnel auprès d'une institution financière. Pour accorder du financement, l'institution financière exige des cautionnements de la part des deux villes participantes. Le 30 mars 2005, la Ville de Sept-Îles recevait l'approbation du ministère des Affaires municipales et des Régions et devrait, suivant cet accord, servir de caution pour les financements suivants, à intervenir entre la Station et l'institution financière :

- Cautionnement d'un montant n'excédant pas 172 500 \$ sur un contrat de prêt, d'un montant de 220 000 \$ et remboursable sur 5 ans. Le solde du prêt au 31 décembre 2006 est de 150 331 \$, soit un montant de 117 873 \$ pour la Ville de Sept-Îles ;

- Cautionnement d'un montant n'excédant pas 39 200 \$ sur un contrat d'ouverture de crédit d'un montant maximum de 50 000 \$.

MOCSI (Maison des Organismes Communautaires) :

La Ville agissait à titre de caution pour un montant n'excédant pas 42 500 \$, relativement au contrat de prêt intervenu en novembre 2002 pour la réalisation des travaux de réfection de la toiture et de réparation des salles de bain publiques, travaux estimés à 85 000 \$. En date du 31 décembre 2006, le solde de ce prêt était de 14 200 \$. Toutefois en date du 13 mars 2007, la MOCSI effectuait un nouvel emprunt au montant de 46 000 \$ pour des travaux additionnels et l'institution financière exigeait que la Ville de Sept-Îles se porte caution d'un montant de 36 000 \$ en remplacement de l'ancien cautionnement.

43e Finale des Jeux du Québec - Sept-Îles été 2007 :

Suivant le protocole d'entente intervenu entre la Ville et le comité organisateur des Jeux, la ville accepte, seule, la responsabilité de toutes les obligations civiles et financières se rattachant à la tenue de la Finale des Jeux du Québec, y compris tout déficit financier pouvant résulter de l'administration de ladite Finale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006****b) Auto-assurance**

La Ville de Sept-Îles, pour son exercice financier 2005, n'avait souscrit à aucune police d'assurance responsabilité d'administration municipale et a affecté, à même son surplus accumulé, une somme de 300 000 \$ pour les réclamations qui pourraient éventuellement lui être adressées pour ce type de responsabilité (voir note 16 - réserve pour auto-assurance). Pour son exercice financier 2006, la Ville de Sept-Îles souscrivait à une assurance responsabilité pour couvrir ces types de réclamation. Cependant, considérant que les assurances ne couvrent pas 100 % des réclamations que peut recevoir la Ville, un montant de 200 000 \$ fut ajouté à la réserve pour se protéger contre les réclamations non couvertes.

c) Poursuites

A) Durant l'exercice 2006, une requête a été déposée pour l'annulation d'une vente en justice et autres procédures exécutées par la Ville relativement à l'immeuble situé au 100 de la rue Retty. Suite à l'adoption d'une loi privée par l'Assemblée Nationale du Québec en juin 2007, les titres de propriété de la municipalité sont corrigés sur la propriété concernée. Dans ce contexte ladite requête pour annulation de cette vente en justice ne serait être accueillie.

B) Une requête pour dommages et intérêts a été déposée relativement à des travaux correctifs effectués à des installations septiques. Les requérants demandent compensation à la Ville pour le coût des travaux effectués. Cette réclamation soulève quelques problématiques puisqu'en plus d'être tardive, les demandeurs ne tiennent pas compte du fait que leurs installations illégales se devaient d'être remplacées de toute manière et que les coûts encourus ont été largement compensés par la plus-value apportée à leurs propriétés par l'ajout de nouvelles installations septiques conformes. Nous estimons avoir de bonne chance de faire rejeter la requête totalement, du moins en majeure partie.

C) Une requête a été déposée afin d'obliger la municipalité à émettre un permis de construction pour une résidence dans une zone de contrainte d'érosion identifiée à un règlement de contrôle intérimaire de la MRC. Aucune date d'audition n'a été fixée quant à ladite requête.

D) Une requête pour jugement déclaratoire a été déposée quant à la propriété de certains rebuts de métal et autres matières, au lieu d'enfouissement technique de la municipalité. La municipalité étant d'opinion que lesdites matières, lorsque provenant de la cueillette régulière des déchets sur le territoire de la municipalité, sont propriétés de l'opérateur du site, dans l'éventualité où un tribunal lui donnait tort, elle pourrait être tenue de rembourser des dommages et intérêts au réclamant.

d) Autres (préciser)**Érosion des Berges**

En mars 2000, six (6) ministères du Gouvernement du Québec, dont le ministère des Affaires municipales et des Régions et le ministère de la Sécurité publique de même que le Conseil régional de développement de la Côte-Nord, ratifiaient une entente spécifique et formaient un comité interministériel régional de coordination ayant pour but d'établir un diagnostic de l'état des berges de la Côte-Nord et de concevoir un plan préliminaire de gestion intégrée du littoral. Selon les conclusions de cette étude, rendue publique à l'automne 2004, la Ville de Sept-Îles constitue la partie du littoral la plus problématique et la plus sensible à l'érosion des berges sur la Côte-Nord.

Ainsi, conformément aux obligations que lui impose la loi, la MRC de Sept-Rivières, en collaboration avec les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier, ont élaboré et adopté un règlement de contrôle intérimaire le 21 décembre 2004, lequel interdisant notamment toute nouvelle construction sur les terrains vacants situés dans les zones d'érosion identifiées par l'étude interministérielle concernée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Cette résolution fut suivie d'un règlement de contrôle intérimaire adopté par la MRC de Sept-Rivières en mars 2005, lequel a été approuvé par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

La prohibition de construction de terrains vacants situés dans les zones identifiées comme sujet à l'érosion des berges entraîna une baisse de la valeur des unités d'évaluation concernées. Les modifications de valeur ont été appliquées en fonction de la délimitation de la zone d'érosion des berges superposée à la matrice graphique municipale. Par conséquent, la valeur des terrains vacants, paraissant non constructibles selon ces données, fut dévaluée ramenant la valeur des terrains vacants inclus dans la zone à risque à une valeur nominale de 100 \$ chacun à compter du 1er septembre 2004.

En juillet 2006, considérant qu'une analyse des risques relatifs au phénomène de l'érosion du littoral menée par le gouvernement du Québec avait mis en lumière la vulnérabilité des côtes de la Ville de Sept-Îles, considérant également que la ville a subi des sinistres qui ont occasionné le recours aux programmes d'aide financière du ministère de la Sécurité publique pour réaliser des travaux d'urgence dans le secteur des plages (travaux de protection de sept (7) résidences) et que trois (3) résidences furent déplacées dans un autre secteur de la ville, la Ville de Sept-Îles conclue une entente avec le Ministère de la Sécurité publique.

Suivant cette entente, la ville et le ministère convenaient de mettre sur pied un comité de coordination technique, ayant pour mandat d'établir une stratégie d'analyse, de préciser les mandats d'expertise et de coordonner la mise en oeuvre de travaux. La ville s'est engagée à octroyer des contrats en conformité avec les mandats du comité et le ministère, pour sa part, s'engageait à rembourser à la Ville, la moitié de la valeur des contrats d'expertise ou des travaux exécutés pour la protection des berges. Le 24 juillet 2006, le conseil municipal adoptait la résolution no 0607-473, résolution dans laquelle le conseil affectait une somme de 150 000 \$ pour la réalisation des mandats d'expertises, soit un montant équivalent au financement de la Sécurité publique afin de réaliser ce projet, évalué à 300 000 \$. En date du 31 décembre 2006, les dépenses encourues totalisaient environ 170 000 \$, dont un montant de 85 000 \$ comptabilisé à titre de financement à recevoir du gouvernement du Québec.

Le 29 mars 2007, considérant que les travaux relatifs au 300 000 \$ n'étaient pas terminés (environ 225 000 \$), le ministère mis fin à l'entente, entente à laquelle s'accrochait une participation financière de 50 % des montants engagés en date du 31 mars 2007, et cela pour signer une nouvelle entente de 300 000 \$ pour l'achèvement des travaux enclenchés durant la première entente. La participation financière du ministère de la Sécurité publique sera de 182 347 \$ et celle de la municipalité, de 117 653 \$.

Toujours le 29 mars 2007, une nouvelle entente a été conclue entre le ministère de la Sécurité publique et la Ville de Sept-Îles pour un montant additionnel de 100 000 \$, soit une participation financière du ministère de 60 782 \$ et une participation financière de la ville de 39 218 \$. Cette nouvelle entente couvre la préparation d'un inventaire des solutions potentielles pour la prévention ou l'atténuation du risque d'érosion du littoral du fleuve Saint-Laurent dans les districts de Gallix, de Clarke et de Moisie, avec une analyse de faisabilité de même qu'une analyse des coûts et des avantages des solutions ainsi proposées.

24. Autres notes

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

		2006				Total	2005
		Activités financières		Activités d'investissement			
Rémunération							
Élus	1	247 445			43	247 445	261 912
Employés	2	10 816 530	27	189 392	44	11 005 922	10 349 174
Cotisations de l'employeur							
Élus	3	59 946			45	59 946	64 237
Employés	4	3 497 245	28	47 347	46	3 544 592	3 841 267
Transport et communication							
	5	554 764	29	84 673	47	639 437	492 932
Services professionnels, techniques et autres							
Honoraires professionnels	6	1 072 077	30	220 537	48	1 292 614	1 441 084
Services techniques	7	8 107 244	31	103 065	49	8 210 309	7 472 001
Autres	8	469 591	32		50	469 591	305 733
Location, entretien et réparation							
Location	9	352 555	33	208 748	51	561 303	1 158 015
Entretien et réparation	10	1 029 831			52	1 029 831	1 120 464
Biens durables							
Travaux de construction	11		34	7 237 488	53	7 237 488	3 239 323
Achats de biens	12		35	2 025 957	54	2 025 957	1 765 675
Biens non durables							
Fournitures de services publics	13	2 049 775			55	2 049 775	1 859 539
Autres biens non durables	14	2 853 295			56	2 853 295	3 352 130
Frais de financement							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge							
De l'organisme municipal	15	1 876 980			57	1 876 980	1 741 924
D'autres organismes municipaux	16				58		
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	17	404 853			59	404 853	536 677
D'autres tiers	18				60		
Autres frais de financement	19	190 978	36	220 904	61	411 882	255 075
Contributions à des organismes							
Organismes municipaux							
Répartition des dépenses	20	305 211			62	305 211	280 376
Autres	21		37		63		
Organismes gouvernementaux							
Autres organismes	22		38		64		
	23	2 141 954	39	30 000	65	2 171 954	2 891 770
Autres objets							
Créances douteuses ou irrécouvrables	24	(14 841)	40		66	(14 841)	(226 045)
Autres	25		41		67		
	26	36 015 433	42	10 368 111	68	46 383 544	42 203 263

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2006

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission					Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2006	2005
MONNAIE CANADIENNE						
1976-04-01	Règl. #480 & 547	234 416	8,65	2006		20 360
1979-04-01	Règl. #491	3 189 817	9,83	2009	832 118	1 061 386
2000-04-18	Règl. #910-994-1015-1016-1131	7 329 000	4,25	2006		4 706 000
2000-12-18	Règl. #70-98	75 000	7,50	2005		56 250
2001-09-28	S.Q.A.E. série BP	137 994	6,05	2010	104 683	111 345
2001-09-28	S.Q.A.E. série BP#12	30 565	6,05	2010	23 187	24 663
2001-10-09	Règl. #73-99 & 67-98	901 700	5,22	2006		739 300
2002-06-18	Règl. #1118-1147	7 619 000	3,35	2007	6 550 000	6 839 000
2002-12-17	S.Q.A.E. série BT#19	282 741	5,26	2010	218 071	234 239
2002-12-17	S.Q.A.E. série BT#20	200 000	5,26	2010	158 756	169 067
2003-09-02	Règl. #1130-1162-1174 etc...	17 227 000	2,60	2013	12 503 000	14 136 000
2003-09-18	S.Q.A.E. série CB#05	373 984	5,15	2013	308 748	330 493
2003-09-18	S.Q.A.E. série CB#06	4 409	5,15	2013	3 715	3 946
2003-09-18	S.Q.A.E. série CB#07	46 312	5,15	2013	39 704	41 906
2003-09-18	S.Q.A.E. série CB#08	23 563	6,15	2013	20 502	21 522
2003-12-01	S.Q.A.E. série CH#16	246 731	5,18	2013	203 719	218 056
2004-05-14	Règl. #1168-1181-1169-1194 etc	13 575 000	2,10	2014	11 795 000	12 702 000
2004-08-25	S.Q.A.E. série CI#06	5 440	5,19	2014	4 499	4 971
2004-08-25	S.Q.A.E. série CI#07	18 383	5,19	2014	16 713	17 548
2005-03-01	S.Q.A.E. série AT#01	91 614	4,51	2015	80 304	87 844
2005-07-12	Règl. #67-98, 93-973, 94-993,	5 690 000	2,60	2010	5 060 000	5 690 000
2006-09-05	Règl. #89-910, 95-1015, 95-101	9 644 000	4,75	2011	9 644 000	
2006-10-27	Règl. #67-98, 73-99, 2004-39,	4 281 000	4,50	2016	4 281 000	
					1	4
					51 847 719	47 215 896

Organisme Sept-ÎlesCode géographique 97007

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2006

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission					Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2006	2005

MONNAIES ÉTRANGÈRES

Variation - monnaies étrangères

2	5
3	6
51 847 719	47 215 896

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2006

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

Émission					Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2006	2005	
MONNAIE CANADIENNE							
	S.Q.A.E. (temporaire) Sept-Île	1 729 567	7,00		231 992	240 960	
	S.Q.A.E. (temporaire) Gallix	61 994	7,00		29 995	31 976	
2004-10-01	469, avenue Arnaud	330 000	5,00	2008	132 000	198 000	
2004-06-20	Scrutin référendaire Gallix	34 998		2006		34 998	
					<u>1</u>	<u>393 987 4</u>	<u>505 934</u>
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					<u>2</u>	<u>5</u>	
					<u>3</u>	<u>393 987 6</u>	<u>505 934</u>

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

		Projets en cours au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Financement	Dépenses	Projets fermés	Projets en cours au 31 décembre
Financement	1	5 062 190	2	3 8 533 473	4	7 543 788	5 6 051 875
Dépenses	6	4 772 171	7	8 10 368 111	9	7 543 788	10 7 596 494
	11	290 019	12	13 8 533 473	14 10 368 111	15	16 (1 544 619)
Répartition							
Financement non utilisé	17	3 158 634					18 2 319 831
Dépenses à financer	19	2 868 615					20 3 864 450
	21	290 019					22 (1 544 619)

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités financières	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	23 45 552	24	25	26	27	28	29 45 552
Montant réservé pour le service de la dette	30	31	32	33	34	35	36
	37 45 552	38	39	40	41	42	43 45 552

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 5

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2006

		Secteurs		Ensemble		Total
Dette à long terme (note 15)	1	36 348 614	22	15 893 092	43	52 241 706
Déduire						
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2		23		44	
Montants à recouvrer de tiers	3	8 474 184	24		45	8 474 184
Subventions ou contributions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4		25	242 900	46	242 900
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5		26		47	
Autres (préciser)						
-	6		27		48	
-	7		28		49	
Ajouter						
Dépenses d'investissement à financer	8		29	3 864 450	50	3 864 450
Dépenses d'activités financières à financer	9		30	1 126 752	51	1 126 752
Autres (préciser)						
-	10		31		52	
-	11		32		53	
Endettement net à long terme	12	27 874 430	33	20 641 394	54	48 515 824
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	13		34		55	
Communauté métropolitaine	14		35		56	
Régie intermunicipale	15		36		57	
Organisme public de transport	16		37		58	
Autres organismes municipaux	17		38		59	
Autres organismes	18		39		60	
	19		40		61	
Endettement total net à long terme	20	27 874 430	41	20 641 394	62	48 515 824
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	21		42		63	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

TAXES	2006		2005	
	Budget	Réalisations	Réalisations	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	25 798 300	26 643 774	25 053 191
Taxes spéciales pour le service de la dette	2	1 043 200	1 074 840	640 715
Taxes spéciales pour les activités financières	3			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales pour le service de la dette	5	4 226 700	4 357 778	4 509 752
Taxes spéciales pour les activités financières	6			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	31 068 200	32 076 392	30 203 658
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 019 400	2 028 535	2 052 611
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 642 300	1 651 333	1 695 340
Autres (préciser)				
-Décret - Neige et voirie	14	99 900	99 944	123 575
-Décret - Réseau d'égout	15	43 000	43 464	54 652
-	16			
Service de la dette	17	78 400	71 003	62 742
Activités financières	18			
Activités d'investissement	19			
	20	3 883 000	3 894 279	3 988 920
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	21			
Autres	22			
	23			
	24	34 951 200	35 970 671	34 192 578

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2006		2005
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	1	134 050	134 793
Taxes d'affaires	2		159 459
Autres taxes, compensations et tarification	3	13 000	13 071
Compensations pour les terres publiques	4	162 950	146 976
	5	310 000	320 684
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	6	543 900	624 391
Cégeps et universités	7	184 400	211 547
Écoles primaires et secondaires	8	779 800	884 621
	9	1 508 100	1 720 559
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	10		
Taxes d'affaires	11		
Autres taxes, compensations et tarification	12		
Biens culturels classés	13		
	14		
	15	1 818 100	2 041 243
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	16	727 800	677 550
Taxes d'affaires	17		722 491
Autres taxes, compensations et tarification	18	50 000	48 736
	19	777 800	728 205
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	20		
Autres taxes, compensations et tarification	21		
	22		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices			
d'électricité	23		
Autres	24		
	25		
	26	2 595 900	2 769 448
		2 599 675	2 599 675

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2006		2005
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Évaluation	1		
Autres	2	100	95
	3	100	95
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	54 900	55 987
Sécurité civile	6		
Autres	7		
	8	54 900	55 987
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9	12 260	12 765
Enlèvement de la neige	10	18 400	17 872
Autres	11		
Transport collectif	12		
Autres	13		
	14	30 660	30 637
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15	104 100	104 334
Réseau de distribution de l'eau potable	16		
Traitement des eaux usées	17	46 700	49 354
Réseaux d'égout	18		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques	19	27 780	28 831
Matières secondaires	20		
Autres	21		
Cours d'eau	22		
Protection de l'environnement	23		
Autres	24		
	25	178 580	182 519
Santé et bien-être			
Logement social	26		
Autres	27		
	28		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	29		
Rénovation urbaine	30		
Promotion et développement économique	31		
Autres	32		
	33		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	34		
Activités culturelles			
Bibliothèques	35		
Autres	36		
	37		
Réseau d'électricité	38		

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2006		2005
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (SUITE)			
Service de la dette et autres frais de financement			
Service de la dette			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	1		
Remboursement de la dette à long terme	2		
Autres frais de financement	3		
	4		
TOTAL DES SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX	5	264 240	269 233
			285 509
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	6	35 500	121 048
Sécurité publique	7	371 700	406 460
Transport	8	162 600	214 500
Hygiène du milieu	9	5 000	29 759
Santé et bien-être	10		
Aménagement, urbanisme et développement	11	1 000	11 377
Loisirs et culture	12	304 350	366 365
Réseau d'électricité	13		
	14	880 150	1 149 509
			1 322 218
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
Licences et permis	15	95 000	136 803
Droits de mutation immobilière	16	275 000	477 584
Autres	17		
Amendes et pénalités	18	224 600	304 390
Intérêts	19	330 000	662 739
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	20		
Autres actifs	21		397 896
Contributions des promoteurs	22	620 000	594 375
Transport en commun			
Contributions des usagers			
Transport régulier	23		
Transport adapté	24		
Transport scolaire	25		
Autres	26		
Contributions des automobilistes	27		
Contributions des organismes municipaux	28		
Autres	29	470 500	477 825
	30	2 015 100	2 457 237
			6 197 569
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	31	3 159 490	3 875 979
			7 805 296

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

TRANSFERTS	2006		2005
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Regroupement municipal (PAFREM)	1	100 000	100 000
Compensation pour TGE - FSFAL	2	48 600	47 575
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6	88 900	88 920
Diversification des revenus	7	162 600	182 416
Programme d'aide financière aux MRC	8		
Autres	9	238 800	238 852
Autres transferts inconditionnels	10		
	11	638 900	657 763
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	12	167 000	
Sécurité publique			
Police	13		
Sécurité incendie	14		
Sécurité civile	15		
Autres	16		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	17	12 400	12 850
Enlèvement de la neige	18	55 400	55 328
Autres	19	324 016	467 862
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	20		
Transport adapté	21		
Transport scolaire	22		
Autres	23		
Transport aérien	24		
Transport par eau	25		
Autres	26		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	10 394	40 727
Réseau de distribution de l'eau potable	28	125 000	150 728
Traitement des eaux usées	29	5 000	2 551
Réseaux d'égout	30	165 000	191 938
Matières résiduelles	31		94 251
Cours d'eau	32		
Protection de l'environnement	33		
Autres	34		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

TRANSFERTS	2006		2005
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS CONDITIONNELS (SUITE)			
Santé et bien-être			
Logement social	1		
Sécurité du revenu	2		
Autres	3	3 000	7 545
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	4	90 674	40 954
Rénovation urbaine	5		
Promotion et développement économique	6		
Autres	7		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	8	408 800	39 381
Activités culturelles			
Bibliothèques	9	249 200	249 382
Autres	10	478 300	472 156
Réseau d'électricité	11		
Autres transferts conditionnels	12		
	13	2 003 510	1 690 657
TOTAL DES TRANSFERTS	14	2 642 410	2 348 420

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006		2005
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	646 300	671 001	634 590
Application de la loi	2	168 000	169 203	173 771
Gestion financière et administrative	3	2 184 500	2 321 147	2 434 567
Greffe	4	349 300	373 664	382 925
Évaluation	5	508 000	452 368	464 774
Gestion du personnel	6	445 210	598 857	598 219
Autres	7	675 930	429 892	434 790
	8	4 977 240	5 016 132	5 123 636
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	4 002 620	3 960 600	4 092 523
Sécurité incendie	10	1 674 030	1 716 339	1 528 364
Sécurité civile	11	21 030	20 903	145 151
Autres	12	211 950	231 818	251 642
	13	5 909 630	5 929 660	6 017 680
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	2 054 980	2 078 815	2 217 074
Enlèvement de la neige	15	2 860 220	2 773 905	2 610 530
Éclairage des rues	16	581 770	563 219	619 084
Circulation et stationnement	17	432 810	447 557	434 406
Transport collectif				
Transport en commun	18			
Opération du réseau	19			
Entretien des véhicules	20			
Entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
Autres	22			
Transport aérien	23			
Transport par eau	24			
Autres	25	178 000	166 123	137 996
	26	6 107 780	6 029 619	6 019 090
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	1 606 220	1 635 667	1 584 347
Réseau de distribution de l'eau potable	28	668 990	672 641	749 709
Traitement des eaux usées	29	416 590	456 398	467 105
Réseaux d'égout	30	945 390	961 327	1 008 763
Matières résiduelles				
Déchets domestiques				
Cueillette et transport	31	997 150	999 512	1 025 625
Élimination	32	884 670	1 108 344	764 004
Matières secondaires				
Cueillette et transport	33	710 650	754 946	404 620
Traitement	34	141 500	126 696	323 573
Élimination des matériaux secs	35			
Plan de gestion	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	86 000	95 452	121 362
Autres	39	95 000	54 124	54 114
	40	6 552 160	6 865 107	6 503 222

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006		2005
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	1	190 000	191 577	255 588
Sécurité du revenu	2			
Autres	3	43 400	78 763	201 553
	4	233 400	270 340	457 141
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	748 700	766 663	778 060
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	6			
Autres biens	7	50 000	78 911	202 099
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	8	525 800	528 245	431 383
Tourisme	9	384 820	388 574	454 619
Autres	10		34 094	1 023
Autres	11			
	12	1 709 320	1 796 487	1 867 184
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	13	1 074 330	848 822	1 012 475
Patinoires intérieures et extérieures	14	1 276 690	1 200 697	1 168 484
Piscines, plages et ports de plaisance	15	453 670	466 471	419 934
Parcs et terrains de jeux	16	1 493 100	1 658 079	1 620 599
Parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
Expositions et foires	18	18 740	14 805	2 472
Autres	19	462 500	450 611	663 624
	20	4 779 030	4 639 485	4 887 588
Activités culturelles				
Centres communautaires	21	1 244 840	1 538 875	1 133 857
Bibliothèques	22	1 190 160	1 248 913	1 265 723
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	23	173 960	159 501	182 822
Autres ressources du patrimoine	24			
Autres	25	20 000	48 503	23 491
	26	2 628 960	2 995 792	2 605 893
	27	7 407 990	7 635 277	7 493 481
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	29	2 563 600	2 128 632	2 235 437
Autres frais	30		153 201	43 164
Autres frais de financement	31	139 750	190 978	158 547
	32	2 703 350	2 472 811	2 437 148

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)									
Administration générale																
Évaluation	1	452 368	26		51		76		101		126		151		176	452 368
Autres	2	4 563 764	27	69 232	52	237 459	77	11 718	102		127	121 138	152		177	4 737 599
	3	5 016 132	28	69 232	53	237 459	78	11 718	103		128	121 138	153		178	5 189 967
Sécurité publique																
Police	4	3 960 600	29	83 625	54	47 136	79		104		129		154		179	4 091 361
Sécurité incendie	5	1 716 339	30	66 618	55	119 525	80	2 575	105		130	461 928	155		180	1 437 979
Sécurité civile	6	20 903	31		56		81		106		131	518	156		181	20 385
Autres	7	231 818	32		57	5 216	82		107		132		157		182	237 034
	8	5 929 660	33	150 243	58	171 877	83	2 575	108		133	462 446	158		183	5 786 759
Transport																
Réseau routier																
Voierie municipale	9	2 078 815	34	652 239	59	2 440 401	84	737 463	109	89 166	134	93 760	159		184	4 251 066
Enlèvement de la neige	10	2 773 905	35	48 586	60	183 108	85	995	110	55 328	135	151 377	160		185	2 797 899
Autres	11	1 010 776	36	57 400	61	190 973	86	31 740	111		136		161		186	1 227 409
Transport collectif	12		37		62		87		112		137		162		187	
Autres	13	166 123	38		63		88		113		138		163		188	166 123
	14	6 029 619	39	758 225	64	2 814 482	89	770 198	114	144 494	139	245 137	164		189	8 442 497
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traite- ment de l'eau potable	15	1 635 667	40	206 922	65	523 317	90	229 283	115		140		165		190	2 136 623
Réseau de distribution de l'eau potable	16	672 641	41	225 689	66	757 086	91	378 585	116	37 750	141	134 093	166		191	1 104 988
Traitement des eaux usées	17	456 398	42	96 070	67	408 802	92	365 523	117	1 886	142		167		192	593 861
Réseaux d'égout	18	961 327	43	156 397	68	820 217	93	330 231	118	55 079	143	49 354	168		193	1 503 277
Matières résiduelles																
Déchets domestiques	19	2 107 856	44	124 042	69	174 858	94	62 513	119	94 251	144	28 831	169		194	2 221 161
Matières secondaires	20	881 642	45		70		95		120		145		170		195	881 642
Autres	21		46		71		96		121		146		171		196	
Cours d'eau	22		47		72		97		122		147		172		197	
Protection de l'environnement	23	95 452	48		73		98		123		148		173		198	95 452
Autres	24	54 124	49		74		99		124		149		174		199	54 124
	25	6 865 107	50	809 120	75	2 684 280	100	1 366 135	125	188 966	150	212 278	175		200	8 591 128

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)	-	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux	
						Immobi- lisations											
Santé et bien-être																	
Logement social	1	191 577	16		31		45		59		73		87		101		191 577
Sécurité du revenu	2		17		32		46		60		74		88		102		
Autres	3	78 763	18		33		47		61		3 122	75	89		103		75 641
	4	270 340	19		34		48		62		3 122	76	90		104		267 218
Aménagement, urbanisme et développement																	
Aménagement, urbanisme et zonage																	
	5	766 663	20	13 882	35	41 127	49	55	63	5 675	77	11 377	91	105			804 565
Rénovation urbaine	6	78 911	21	11 071	36	15 665	50		64		78		92	106			105 647
Promotion et développement économique																	
	7	950 913	22		37	5 324	51		65		79		93	107			956 237
Autres	8		23	33 390	38	2 175	52		66		80		94	108			35 565
	9	1 796 487	24	58 343	39	64 291	53	55	67	5 675	81	11 377	95	109			1 902 014
Loisirs et culture																	
Activités récréatives	10	4 639 485	25	111 311	40	1 012 141	54	518 466	68	8 904	82	230 241	96	110			5 005 326
Activités culturelles																	
Bibliothèques	11	1 248 913	26	218 089	41	165 934	55	63 533	69	174 547	83	80 325	97	111			1 314 531
Autres	12	1 746 879	27	298 248	42	243 462	56	3 252	70	172 946	84	55 800	98	112			2 056 591
	13	7 635 277	28	627 648	43	1 421 537	57	585 251	71	356 397	85	366 366	99	113			8 376 448
Réseau d'électricité																	
	14		29		44		58		72		86		100	114			
Frais de financement																	
	15	2 472 811	30	(2 472 811)													

**ANALYSE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		2006		2005
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1			
Autres	2	154 200	152 122	130 589
Sécurité publique				
Police	3	1 200		
Sécurité incendie	4			
Sécurité civile	5			
Autres	6			
Transport				
Réseau routier	7			
Transport collectif				
Transport en commun	8			
Transport aérien	9			
Transport par eau	10			
Autres	11			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égout	15			
Matières résiduelles	16		7 529	
Cours d'eau	17			
Protection de l'environnement	18			
Autres	19			
Santé et bien-être				
Logement social	20			
Autres	21			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	22	5 000	1 822	24 218
Rénovation urbaine	23			
Promotion et développement économique	24	143 800	143 738	125 569
Autres	25			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	26			
Activités culturelles				
Bibliothèques	27			
Autres	28			
Réseau d'électricité				
	29			
	30	304 200	305 211	280 376

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	2006		2005
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	7 () () (
	8		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	9		
Taxe sur le revenu brut	10		
Frais d'exploitation	11		
Autres frais	12		
Frais de financement	13		
Dépenses avant imputation	14		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	15 () () (
	16		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme			
Remboursement de capital	17		
Virement du Fonds d'amortissement	18 () () (
Virement au Fonds d'amortissement	19		
	20		
Autres transferts aux activités d'investissement	21		
	22		
	23		
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations			
	24		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	25		
Surplus accumulé affecté	26		
Réserves financières et fonds réservés			
Virement de	27		
Virement à	28 () () (
	29		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières			
	30		
Financement à long terme des activités financières	31		
Surplus (déficit) de l'exercice			
	32		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1	72 000	
Conduites d'égout	2	1 083 500	604 999
Conduites d'aqueduc	3	1 033 500	97 802
Usines de traitement de l'eau potable	4	298 000	97 767
Parcs et terrains de jeux	5	1 740 000	2 972 759
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6	1 200 000	260 243
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	1 133 000	2 942 385
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		59 605
Autres infrastructures	11	170 000	353 170
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	200 000	892 926
Édifices communautaires et récréatifs	14	470 000	207 523
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Véhicules - autres	17	400 000	876 814
Ameublement et équipement de bureau	18	100 000	245 738
Machinerie, outillage et équipement divers			
Abribus	19		
Autres	20	250 000	582 766
Terrains	21		
Autres	22		
	23	8 150 000	10 194 497
AUTRES INVESTISSEMENTS			
Propriétés destinées à la revente	24		
Créances à long terme	25		
Placements à long terme	26		
Autres	27		173 614
	28		173 614
	29	8 150 000	10 368 111

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Police	30		
Sécurité incendie	31		
Autres	32		
	33		

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Employés et élus		Effectifs personnes/ année¹		Semaine normale de travail (heures)		Rémunération		Cotisations de l'employeur		TOTAL
Cadres et contremaîtres	1	23,90	11	36	17	2 240 397	27	829 287	37	3 069 684
Professionnels et cols blancs	2	102,10	12	32	18	3 861 655	28	1 133 668	38	4 995 323
Cols bleus	3	85,90	13	40	19	4 261 915	29	1 435 674	39	5 697 589
Policiers	4		14		20		30		40	
Pompiers	5	12,20	15	40	21	641 955	31	145 963	41	787 918
Pompiers volontaires	6				22		32		42	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		16		23		33		43	
	8	224,10			24	11 005 922	34	3 544 592	44	14 550 514
Élus	9	11,00			25	247 445	35	59 946	45	307 391
	10	235,10			26	11 253 367	36	3 604 538	46	14 857 905

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel.

Veillez remplir le tableau d'analyse transmis au ministère. Cependant afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements confidentiels ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Cette règle s'applique également aux lignes des totaux.

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2006**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2006	47	3 438 783	52	79 110	57	3 359 673
Exercice 2005	48	105 767	53	26 398	58	79 369
Exercice 2004	49	26 695	54	26 695	59	
Exercices antérieurs	50	27 582	55	27 582	60	
	51	3 598 827	56	159 785	61	3 439 042

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

		Valeur au 1^{er} janvier 2006
ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES		
Terrains vagues imposables		
Terrains vagues desservis	1	
Terrains vagues non desservis	2	
Terrains vagues non imposables		
Terrains vagues desservis	3	
Terrains vagues non desservis	4	
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5	
SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE		
Valeur locative des établissements d'entreprises inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM ¹		Valeur au 1^{er} janvier 2006
Établissements d'entreprises imposables	6	
Établissements d'entreprises non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
Visés par le 1 ^{er} alinéa de l'article 255 LFM	7	
Organismes internationaux visés à l'article 210 LFM	8	
Autres	9	
Valeur locative des établissements d'entreprises inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM (locaux vacants)	10	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	11	
		Facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	12	
POPULATION		
Population permanente	13	25 276
Population saisonnière	14	

1. Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), ci-après citée LFM.

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$					
Taxe foncière générale (taux variés)														
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	1	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	0	\$		
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	2	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	8	9	0	0	\$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	2	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	8	4	0	0	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	0	8	0	0	\$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)														
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	8	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	9	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles non résidentiels	10	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des immeubles industriels	11	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				
Catégorie des terrains vagues desservis	12	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$				

Taxes spéciales pour les activités financières (taux unique)	13	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Taxes spéciales pour les activités financières (taux variés)										
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	14	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	15	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	16	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des immeubles industriels	17	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	18	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	19	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)										
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	20	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	21	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	22	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des immeubles industriels	23	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	24	<input type="text"/>	,	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**Par unité de logement**

(Montant fixe)

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Déchets domestiques	5	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette - ancien Sept-Îles	0,3300	1	Taxe de secteur
Service de la dette - ancien Gallix	0,0400	1	Taxe de secteur
Service de la dette - ancien Moisie	0,2800	1	Taxe de secteur
Taxe de secteur - Égout de Gallix	47,0000	4	/unité d'éval. déservie
Taxe de secteur - Égout de Moisie	34,0000	4	/unité d'éval. déservie
Taxe de secteur - Travaux Plage Ferguson	246,0000	4	/unité d'éval. déservie
Tarif. add. - Entr. réseau d'égout - GA	120,0000	4	/unité d'éval. déservie
Tarif. add. - Entr. réseau d'égout - MO	112,0000	4	/unité d'éval. déservie
Tarif. add. - Neige & Voirie (immeuble)	133,0000	4	/unité d'éval. déservie
Tarif. add. - Neige & Voirie (vacant)	25,0100	4	/unité d'éval. déservie
Tarif. add. - Neige & Voirie (par acre)	1,1000	7	Par acre carré
Conteneur - 2 verges cubes	450,0000	7	Par verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	900,0000	7	Par verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	1 350,0000	7	Par verge cube
Commercial sans conteneur	0,2500	1	/ 100 \$ d'évaluation
Dépôt au site d'enfouissement	18,0000	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	56,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	70,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	130,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	230,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	330,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	650,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	980,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	1 980,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	7 540,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - Compens. additionnelle	0,2400	7	/litre excédent minimum
Commercial sans compteur d'eau	135,0000	4	/unité d'éval. déservie
Déchets domestiques - Chambre ou pensio	30,0000	7	/ Chambre ou pension
Eau - Chambre ou pensio	45,0000	7	/ Chambre ou pension

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Description	Taux	Code¹	Préciser
Déchets domestiques - Emplac. camping	5,0000	7	/ Emplacement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la Ville de Sept-Îles de l'exercice terminé le 31 décembre 2006, est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la ville, des dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la Ville de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 est établi, à tous les égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Mallette, s.e.n.c.l.

LIEU Sept-Îles

DATE 2007-06-15

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

NOM DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL _____

LIEU _____ DATE _____

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

**CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

Total des revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	36 129 836
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2	
Déduire		
a) Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)	3	
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ¹	4	
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
d) Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	159 165
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières ²	8	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ¹	9	
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ¹	10	
Catégorie des immeubles non résidentiels ¹	11	
Catégorie des immeubles industriels ¹	12	
Catégorie des terrains vagues desservis ¹	13	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	14	
g) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'exercice courant	15	159 165
Total des revenus de taxes	17	35 970 671

1. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.

2. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.

TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

REVENUS ADMISSIBLES

Total des revenus de taxes	1	35 970 671
Ajouter		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'exercice courant	2	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières)	3	
Total partiel	4	35 970 671
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
Taxes imposées en 2006 et non reconnues en vertu de la réglementation	5	
Taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2006	6	97 745
Taxes d'affaires	7	
Taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	8	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	9	158 397
Compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	10	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ²	11	9 989 230
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	12	13
		10 245 372
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	14	25 725 299

1. Articles 4 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés seulement.

TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 2005² ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt

1 1 178 685 700

		Augmentation		Diminution	
Ajouter ou déduire les modifications au rôle prenant effet le 1 ^{er} janvier 2006					
Modifications apportées avant le 1 ^{er} janvier 2006	2	8 167 800	3	6 612 000	
Variation nette					4 1 555 800
Modifications rétroactives au 1 ^{er} janvier 2006 ou à une date antérieure à celle-ci apportées avant la date du rapport du vérificateur	5	151 598 500	6	1 349 100	
Variation nette					7 <u>150 249 400</u>
Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2006					8 <u>1 330 490 900</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION

Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation

9 25 725 299

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2006

10 1 330 490 900

Taux global de taxation de 2006

(ligne 9 ÷ ligne 10) x 100 \$

Taux arrondi à la 4^e décimale près

11 1 , 9 3 3 5 / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 500 000</u>	
Augmentation			
À même le surplus accumulé	<u>2006-85</u>	2	100 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale ou d'un règlement d'emprunt	3	<u> </u>	
	4	<u>2 600 000</u>	
Diminution	5	<u> </u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	6	<u>2 600 000</u>	

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	Remboursement de la dette à long terme		Intérêts et autres		Total	
Service de la dette						
À la charge						
De l'organisme municipal	1	3 841 277	2	1 876 980	3	5 718 257
D'autres organismes municipaux	4		5		6	
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	7	861 847	8	404 853	9	1 266 700
D'autres tiers	10		11		12	
	13	4 703 124	14	2 281 833	15	6 984 957

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	Projet N° RE TM 2005	Projet N° RE TM 2006	Projet N° RE LET	Projet N° RE Eau Moisie	Projet N° RE Camion Incen	Projet N° RE Surf Synthét
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2006	1			22 757		
Redressement aux exercices antérieurs	2					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
Taxes générales spéciales	3					
Taxes de secteur spéciales	4					
Répartitions aux municipalités membres						
Ensemble des municipalités	5					
Certaines municipalités	6					
Autres	7					
De tiers						
Contributions des promoteurs	8					
Transferts conditionnels	9					
Autres	10					
Autres transferts des activités financières	11	87 544			5 225	10 884
Autres sources						
Surplus accumulé non affecté	12					
Surplus accumulé affecté	13					
Réserves financières et fonds réservés	14					
Emprunts à long terme à la charge						
Des contribuables ou municipalités membres	15	2 140 000	500 000	250 000	948 000	
De tiers	16					
Total	17	2 140 000	500 000	250 000	953 225	10 884
Financement au 31 décembre 2006 (A)	18	2 140 000	500 000	272 757	953 225	10 884
DÉPENSES						
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2006	19	1 899 582	542 916	407 959	40 915	
Redressement aux exercices antérieurs	20					
Dépenses de l'exercice	21	240 418	2 368 787	37 710	97 767	1 280 496
Dépenses au 31 décembre 2006 (B)	22	2 140 000	2 368 787	580 626	505 726	953 225
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23		(2 281 243)	(80 626)	(232 969)	(1 269 612)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
Règlements d'emprunt	24					
Autres	25					
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
Financement non utilisé	26					
Dépenses à financer	27	2 281 243	80 626	232 969		1 269 612
DÉPENSES AUTORISÉES	28	2 140 000	3 442 544	1 016 900	789 257	953 225
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29			220 000		
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé		F	C	C	C	F
		C	C	C	F	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
		Dév Domiciliair	PMVI LES	Infra sportive	Infra Loisir C	Infra Loisir F	Autres Infra C
SOURCES DE FINANCEMENT							
Financement au 1 ^{er} janvier 2006	1	450 000	1 800 000	350 000		605 000	200 000
Redressement aux exercices antérieurs	2						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE							
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant							
Des contribuables ou municipalités membres							
Taxes générales spéciales	3						
Taxes de secteur spéciales	4						
Répartitions aux municipalités membres							
Ensemble des municipalités	5						
Certaines municipalités	6						
Autres	7						
De tiers							
Contributions des promoteurs	8						
Transferts conditionnels	9			260 000		114 501	
Autres	10						
Autres transferts des activités financières	11	260 000		145 000	70 000	419 880	25 000
Autres sources							
Surplus accumulé non affecté	12			475 000			
Surplus accumulé affecté	13	415 119					
Réserves financières et fonds réservés	14					(23 132)	
Emprunts à long terme à la charge							
Des contribuables ou municipalités membres	15						
De tiers	16						
Total	17	675 119		880 000	70 000	511 249	25 000
Financement au 31 décembre 2006 (A)	18	1 125 119	1 800 000	1 230 000	70 000	1 116 249	225 000
DÉPENSES							
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2006	19	7 152	501 016	141 029		179 371	52 201
Redressement aux exercices antérieurs	20						
Dépenses de l'exercice	21	1 086 691	222 533	587 221	44 230	936 878	
Dépenses au 31 décembre 2006 (B)	22	1 093 843	723 549	728 250	44 230	1 116 249	52 201
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23	31 276	1 076 451	501 750	25 770		172 799
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice							
Règlements d'emprunt	24						
Autres	25						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS							
Financement non utilisé	26	31 276	1 076 451	501 750	25 770		172 799
Dépenses à financer	27						
DÉPENSES AUTORISÉES	28	1 125 000	1 800 000	1 430 000	70 000	1 173 920	225 000
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29						
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé		C	C	C	C	F	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
		Autres Infra F	Terrain 469 Arn	Fibres optiques	Bâtiments C	Bâtiments F	Informatique C
SOURCES DE FINANCEMENT							
Financement au 1 ^{er} janvier 2006	1	94 897	527 838	39 900	45 405	894 897	12 996
Redressement aux exercices antérieurs	2						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE							
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant							
Des contribuables ou municipalités membres							
Taxes générales spéciales	3						
Taxes de secteur spéciales	4						
Répartitions aux municipalités membres							
Ensemble des municipalités	5						
Certaines municipalités	6						
Autres	7						
De tiers							
Contributions des promoteurs	8						
Transferts conditionnels	9	40 727					
Autres	10						
Autres transferts des activités financières	11	390 772	(10 439)	(26 600)	57 170	534 242	
Autres sources							
Surplus accumulé non affecté	12						
Surplus accumulé affecté	13	5 550				3 889	
Réserves financières et fonds réservés	14			311 700		141 503	55 000
Emprunts à long terme à la charge							
Des contribuables ou municipalités membres	15						
De tiers	16						
Total	17	437 049	(10 439)	285 100	57 170	679 634	55 000
Financement au 31 décembre 2006 (A)	18	531 946	517 399	325 000	102 575	1 574 531	67 996
DÉPENSES							
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2006	19	132 278	431 069			436 683	
Redressement aux exercices antérieurs	20						
Dépenses de l'exercice	21	399 668	86 330	34 342	10 506	1 137 848	324
Dépenses au 31 décembre 2006 (B)	22	531 946	517 399	34 342	10 506	1 574 531	324
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23			290 658	92 069		67 672
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice							
Règlements d'emprunt	24						
Autres	25						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS							
Financement non utilisé	26			290 658	92 069		67 672
Dépenses à financer	27						
DÉPENSES AUTORISÉES	28	531 946	517 399	975 000	102 575	1 574 528	67 995
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29			22 900			
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé		F	F	C	C	F	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

		Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
		Informatique F	Équipements	Mat roulant	Non capitalisé
SOURCES DE FINANCEMENT					
Financement au 1 ^{er} janvier 2006	1		18 500		
Redressement aux exercices antérieurs	2				
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant					
Des contribuables ou municipalités membres					
Taxes générales spéciales	3				
Taxes de secteur spéciales	4				
Répartitions aux municipalités membres					
Ensemble des municipalités	5				
Certaines municipalités	6				
Autres	7				
De tiers					
Contributions des promoteurs	8				
Transferts conditionnels	9				85 000
Autres	10				
Autres transferts des activités financières	11	56 646	73 472	5 820	150 000
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté	12				
Surplus accumulé affecté	13				
Réserves financières et fonds réservés	14		23 300	532 700	
Emprunts à long terme à la charge					
Des contribuables ou municipalités membres	15				
De tiers	16				
Total	17	56 646	96 772	538 520	235 000
Financement au 31 décembre 2006 (A)	18	56 646	115 272	538 520	235 000
DÉPENSES					
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2006	19				
Redressement aux exercices antérieurs	20				
Dépenses de l'exercice	21	56 646	115 272	538 520	173 614
Dépenses au 31 décembre 2006 (B)	22	56 646	115 272	538 520	173 614
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23				61 386
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunt	24				
Autres	25				
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé	26				61 386
Dépenses à financer	27				
DÉPENSES AUTORISÉES	28	56 646	115 272	538 520	300 000
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29				
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé		F	F	F	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projets en cours</u>
SOURCES DE FINANCEMENT			
Financement au 1 ^{er} janvier 2006	1 5 062 190	30 2 141 132	56 2 921 058
Redressement aux exercices antérieurs	2	31	57
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant			
Des contribuables ou municipalités membres			
Taxes générales spéciales	3	32	58
Taxes de secteur spéciales	4	33	59
Répartitions aux municipalités membres			
Ensemble des municipalités	5	34	60
Certaines municipalités	6	35	61
Autres	7	36	62
De tiers			
Contributions des promoteurs	8	37	63
Transferts conditionnels	9 500 228	38 155 228	64 345 000
Autres	10	39	65
Autres transferts des activités financières	11 2 254 616	40 1 475 618	66 778 998
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	12 475 000	41	67 475 000
Surplus accumulé affecté	13 424 558	42 9 439	68 415 119
Réserves financières et fonds réservés	14 1 041 071	43 674 371	69 366 700
Emprunts à long terme à la charge			
Des contribuables ou municipalités membres	15 3 838 000	44 3 088 000	70 750 000
De tiers	16	45	71
Total	17 8 533 473	46 5 402 656	72 3 130 817
Financement au 31 décembre 2006 (A)	18 13 595 663	47 7 543 788	73 6 051 875
DÉPENSES			
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2006	19 4 772 171	48 3 119 898	74 1 652 273
Redressement aux exercices antérieurs	20	49	75
Dépenses de l'exercice	21 10 368 111	50 4 423 890	76 5 944 221
Dépenses au 31 décembre 2006 (B)	22 15 140 282	51 7 543 788	77 7 596 494
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23 (1 544 619)	52	78 (1 544 619)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunt	24	53	
Autres	25	54	
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé	26 2 319 831		79 2 319 831
Dépenses à financer	27 3 864 450		80 3 864 450
DÉPENSES AUTORISÉES	28 20 554 611	55 7 601 456	81 12 953 155
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29 242 900		82 242 900

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	Règlement N° Règl. #993	Règlement N° Règl #1178	Total
SOLDES DISPONIBLES			
AU 1 ^{ER} JANVIER 2006	1 28 528	17 024	18 45 552
Redressement aux exercices antérieurs	2		19
Ajouter			
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à des			
Activités d'investissement	3		20
Activités financières	4		21
Total partiel	5 28 528	17 024	22 45 552
Déduire			
Utilisation de l'exercice			
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	6		23
Autres frais de financement	7		24
Remboursement de la dette à long terme	8		25
Réduction de l'emprunt	9		26
Autres fins spécifiées dans un règlement			
Activités d'investissement	10		27
Activités financières	11		28
Virement au surplus (déficit) accumulé	12		29
Total partiel	13		30
SOLDES DISPONIBLES			
AU 31 DÉCEMBRE 2006	14 28 528	17 024	31 45 552
Montant réservé pour le service de la dette	15		32
Montant non réservé	16 28 528	17 024	33 45 552
SOLDES DISPONIBLES			
AU 31 DÉCEMBRE 2006	17 28 528	17 024	34 45 552

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2006**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dettes à long terme		Subventions (des gouvernements et leurs entreprises)				
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actuali- sation	Versement annuel	Montant à recevoir au 31 décembre
a) Annuité (capital et intérêts)							
Min. Affaires Municipales			0	6,95		74 535	0
Min. Affaires Municipales			2	5,12	1,856363	50 774	94 255
Min. Affaires Municipales			3	4,96	2,725466	20 350	55 463
Min. Affaires Municipales			8	4,26	6,660500	8 993	59 898
Min. Affaires Municipales			8	4,26	6,660831	47 469	316 183
Min. Affaires Municipales			8	4,26	6,660786	367 288	2 446 427
							1 2 972 226
b) Autre mode (capital seulement)							
Min. Culture & Communication	5 143 900	41,70					2 145 116
Min. Culture & Communication	3 380 500	77,18					2 609 021
PADEM - MAMR	645 200	85,00					548 420
PADEM - MAMR	201 700	98,86					199 401
							2 5 501 958
						TOTAL	3 8 474 184

**EMPRUNTS À LONG TERME APPROUVÉS ET NON CONTRACTÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2006**

Emprunts à long terme				Subventions ou contributions applicables à la partie d'emprunt non contractée	
Règlement N°	Année d'approbation	Emprunt total approuvé	Partie non contractée au 31 décembre	Provenance	Valeur au 31 décembre
2004-39	2004	1 016 900	516 900	Progr. Infrastructures Québec -Municipal	250 000
2004-43	2004	767 000	517 000		
2006-69	2006	2 320 000	2 320 000		
2006-70	2006	1 598 000	1 598 000		
2006-84	2006	1 035 000	1 035 000		
2006-92	2006	1 160 000	1 160 000		
	1	7 896 900 2	7 146 900	3	250 000

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) ?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2006	3	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2006 des engagements en vertu du règlement concerné	4	_____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1) ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice			
a) crédits de taxes	7	_____	\$
b) autres formes d'aide	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CMQ ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV.	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM (taux variés)	14 <input type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour le rôle de la valeur locative	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	29 <input checked="" type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	31	3	

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 546, avenue De Quen
(no) (rue)
Sept-Îles (Québec) G4R 2R4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2525
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Monsieur Serge Gagné, CA

Téléphone (418) 964-3215
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Mallette, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables Agréés

Adresse 737, boulevard Laure, bureau # 100
(no) (rue)
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-3154
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-4119
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bernard.gagne@mallette.ca

Responsable du dossier Monsieur Bernard Gagné, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR
LES RENSEIGNEMENTS SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2008**

(Lorsque la municipalité a eu des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM)

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2006	1
Facteur comparatif ¹	2
Valeur uniformisée	3	_____
Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 12 du <i>Règlement sur le régime de péréquation</i> (taux variés)	4	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2008 sont exacts.

_____ (Signature) _____ (Date)

1. Il s'agit du facteur comparatif du rôle d'évaluation mentionné à l'article 264 LFM, tel qu'établi lors du dépôt du rôle ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt.

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

**CONFIRMATION DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
DE LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER**

Je soussigné, _____, atteste que le rapport financier de
(Nom)
Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006,
(Nom de l'organisme)
 déposé lors de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique
(Date)
 au ministère des Affaires municipales et des Régions le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice qui apparaît à la page S9 ligne 35 est de	<u>2 707 066 \$</u>
Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation qui apparaît à la page S49 ligne 9 est de	<u>25 725 299 \$</u>

Signature _____	Date _____
Téléphone _____ <small>(Ind. rég.) (Numéro)</small>	Télécopieur _____ <small>(Ind. rég.) (Numéro)</small>

Dernière modification : 2007-07-06 10:31:20

Réservé au ministère

7 895 731	2 707 066	25 725 299	1,9335
-----------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2006 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S61 « Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier de la transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et des Régions les versions « papier » dûment complétées et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S5);
 2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation (page S46);
 5. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (page S46.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 6. Certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier sur les renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2008 (page S60);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 7. Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier de la transmission électronique du rapport financier (page S61);

Mesure fiscale particulière

 8. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation basé sur les valeurs ajustées (page S67);
 9. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation basé sur les valeurs ajustées (page S67.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification
Ministère des Affaires municipales et des Régions
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales et des Régions considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. Toute erreur de concordance pourrait amener le Ministère à considérer votre document non conforme. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)
B) Surplus (déficit) de l'exercice (page S9 ligne 35)
C) Montant des revenus admissibles TGT (page S49 ligne 9)
D) Taux global de taxation (page S49 ligne 11)